

*Le Magistrat*  
*Délégué Interministériel à la Sécurité Routière*  
*Délégué à la Sécurité Routière*

Paris, le **25 JUIL. 2018**

Madame la Secrétaire générale,

Vous nous avez adressé une contribution relative aux procédures d'évaluation et tâches administratives de l'épreuve pratique de la catégorie B du permis de conduire. Depuis, mes services ont reçu votre délégation à deux reprises pour faire suite aux revendications portées par votre syndicat.

Ces rencontres ont confirmé notre dialogue constructif et à ce titre, je souhaitais vous apporter les précisions suivantes.

Concernant les tâches administratives, le déploiement des tablettes et les nouvelles versions d'APEP ont permis, ou permettront de répondre, à la plupart de vos propositions. La dématérialisation des documents est désormais totale. Les contrôles administratifs sont également automatisés, seule la vérification de l'âge demeure pour l'instant de la responsabilité de l'inspecteur du permis de conduire et de la sécurité routière. En revanche, l'automatisation de la saisie des écoles de conduite et des frais de déplacement n'est pas réalisable en l'état actuel de nos moyens techniques.

S'agissant de la procédure d'évaluation, vos propositions ont été étudiées par des inspecteurs et des délégués référents de l'INSERR, et également soumises au groupe d'experts de la CIECA. Fort de cette analyse, je me propose de faire évoluer la présentation de l'épreuve, de modifier les conditions de réalisation du test de la vue, d'harmoniser l'évaluation de la compétence « savoir s'installer et assurer la sécurité à bord », d'apprécier « la conduite autonome » tout au long du parcours et d'ouvrir la possibilité de partir à deux candidats.

Avant le début de l'examen pratique, la présentation de l'épreuve aux candidats pourrait être adaptée et synthétisée. Si celle-ci demeurera individuelle, et non collective comme vous le suggérez, les éléments de langage pourraient être recentrés sur l'essentiel, et je souhaite qu'un film de présentation de l'épreuve soit réalisé et mis à disposition des candidats sur le site de la sécurité routière. Le test de la vue ne sera pas remplacé par une visite médicale obligatoire, mais la lecture d'une plaque d'immatriculation pourrait n'intervenir que dans le seul cas où le candidat éprouverait des difficultés à l'occasion de la détection des panneaux. Je propose en outre que seulement trois items de la compétence « savoir s'installer et assurer la sécurité à bord » soient évalués : l'installation, la vérification des ouvrants, la vérification du port de la ceinture, le candidat devant expliquer sa façon de procéder. La conduite autonome pourrait être évaluée tout au long de l'épreuve. Enfin, je propose d'expérimenter la possibilité de partir avec deux candidats à bord du véhicule dans deux départements, dont un en Île-de-France.

.../...

*Madame Pascale MASET,*  
*Secrétaire générale du SNICA-FO*  
*46, rue des petites écuries*  
*75010 PARIS*

En revanche, les autres propositions ne peuvent être retenues. Les vérifications techniques sont déjà soumises à tirage au sort, et il n'est pas prévu d'en baisser le niveau d'exigence, en particulier depuis la mise en place des questions sur les premiers secours. Pour éviter de fragiliser le bilan de compétences, dont les experts de la CIECA ont reconnu la qualité, aucune compétence ne sera supprimée. Ne plus renseigner le bilan en cas de résultat favorable, ou arrêter l'examen après une erreur éliminatoire, seraient contraires à l'esprit même de l'épreuve qui doit tendre vers un bilan complet sur la durée minimum prévue par la directive européenne 2006/126/CE. La notation 0 est maintenue et ne devient pas éliminatoire, mais pourrait être redéfinie pour tenir compte des observations constatées sur le terrain.

Par ailleurs, je souhaite également expérimenter dans un département l'évaluation des examens de la catégorie B avec l'inspecteur placé à l'arrière du véhicule. Le formateur placé aux doubles commandes serait chargé d'assurer la sécurité, l'inspecteur serait informé de toute intervention sur les commandes par un système lumineux et sonore. Cette manière de faire a déjà été adoptée dans plusieurs États et pourrait être de nature à faciliter la concentration de l'examineur sur le bilan de compétences, étant dégagé de la responsabilité de sécurisation de l'examen.

La mise en œuvre de ces dispositions nécessite des modifications réglementaires et une mise à jour du guide d'évaluation. Tels sont les éléments techniques que je souhaitais porter à votre connaissance.

J'ai adressé ces mêmes informations aux autres organisations syndicales dont j'attends les observations pour le mois de septembre. Mon objectif est de mettre œuvre ces modifications au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et de lancer les expérimentations dès cet automne.

Je vous prie d'agréer, Madame la Secrétaire générale, l'assurance de mes respectueux hommages.

Emmanuel BARBE

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping arch followed by a vertical line and a small horizontal crossbar, resembling a stylized 'B' or 'E'.